

Sur les Gilets jaunes

épisode 05 / La forme du mouvement

L'auto-organisation

D'emblée présents sur l'ensemble du territoire et par-delà les catégories professionnelles, les Gilets jaunes surprennent et réjouissent par le caractère spontané de leur mobilisation et par une volonté évidente de prendre leurs affaires en main. De fait, leur mouvement se construit en dehors de tout cadre organisationnel préexistant, syndical, politique ou autre, refuse toute hiérarchie ou toute forme de médiation : pas de chef, pas de représentant, une grande méfiance à l'égard d'éventuels porte-parole – ce qui complique la tâche des autorités – ou de tout ce qui aurait l'air de faire perdre une once de pouvoir à la base. Ce qui est au départ un mode de fonctionnement adopté spontanément se formalise, s'impose à lui-même telle une norme considérée comme suffisante pour lui assurer pérennité et authenticité. Une forme qui se suffit à elle-même et devient son propre contenu.

On le sait, cette auto-organisation est bâtie sur l'utilisation massive des réseaux sociaux, ce qui, au début, à quelque peu dérouté les militants. Désormais tout le monde, ou presque, manie Facebook, y compris les retraités, les chômeurs et les travailleurs pauvres ; c'est devenu le principal outil de communication des Gilets jaunes¹. On a beaucoup glosé sur ces réseaux, par lesquels certains expliquent la réussite de la mobilisation des Gilets jaunes tout comme, en 2011, celle des révoltes arabes. Pétitions, appels à la révolte ou même à descendre dans la rue ne manquent toutefois pas sur internet depuis des années, sans que cela n'ait jusqu'à présent provoqué un quelconque séisme social... on met alors en cause un nouvel algorithme de Facebook². Mais cette mobilisation n'est pas que virtuelle, elle se couple, sur le terrain, avec l'activation de réels réseaux de sociabilité familiaux, amicaux, ou de proximité (boulot, sport, associations, etc.) ; on pourrait même parler de liens de solidarité d'allure « communautaire », tels que les connaissent encore parfois les habitants des petites communes et que les populations non issues d'une immigration extra-européenne vivant dans les grandes villes ont complètement oubliés.

Les très physiques ronds-points deviennent au fil des semaines de nouveaux lieux de sociabilité où une forte solidarité se déploie. Les Gilets jaunes s'y rencontrent, y discutent et flirtent... On finit même par y célébrer fiançailles et mariages. On y croise aussi parfois des rituels qui semblent émerger du fond des âges, comme cette messe de minuit célébrée par des prêtres sur un rond-point de Somain, dans le Nord (il y aurait au total sept prêtres auprès des Gilets jaunes, ce qui en fait une profession très minoritaire au sein du mouvement). On comprend aussi que nombre d'entre eux n'étaient jusque-là inscrits dans aucun de ces réseaux de sociabilité, ou alors très médiocrement. Beaucoup de Gilets jaunes, à leur première arrivée sur un rond-point, sont seuls. Pour certains, c'est l'occasion d'éteindre la télé, d'en finir avec une période de solitude, de parler avec quelqu'un, de trouver une nouvelle famille. *« Tu te rends compte, ça fait quinze jours que j'ai pas fait de*

1 Si, en 2011, en Égypte, le patronat se plaint de la fermeture d'internet décrétée par le gouvernement pour freiner la protestation, on voit mal comment une telle coupure serait aujourd'hui possible en France. D'où, sans doute, les velléités croissantes de contrôle du contenu des réseaux sociaux ; les géants du Web sont de plus en plus mis à contribution afin d'y limiter l'expression de « la haine » – on voit, à l'occasion du mouvement des Gilets jaunes, que ce concept est fort extensible.

2 Certains soulignent aussi le rôle des chaînes d'info en continu, qui, en quête d'audience, auraient malencontreusement contribué, dans un second temps, à amplifier le mouvement. Une révolte utilise pour son développement les canaux disponibles ; elle les trouve et, sinon, les crée. Une amie, alors étudiante, a fait début mai 1968 près de 30 km à vélo pour annoncer aux ouvriers de la grosse usine de métallurgie de sa région que la grève était en train de se propager partout ; elle provoqua leur débrayage immédiat.

mots croisés ! » Les plus radicaux y séjournent nuit et jour, et s’y regroupent en quasi-tribus en fonction d’affinités, parfois vaguement politiques, le plus souvent territoriales. Les Gilets jaunes, prolétaires atomisés, découvrent la vie en commun, la fraternité et l’intensité de la vie en période de lutte, avec tout ce que cela induit pour les plus impliqués : un puissant mélange d’inconfort et de plaisir et, donc, un refus viscéral du retour à la normale qui est caractéristique des mouvements sociaux les plus intenses. À noter que tout cela ne rime pas forcément avec débauche, puisque l’alcool est fréquemment banni des ronds-points. À partir de la fin décembre, l’occupation du rond-point devient une fin en soi, il s’agit de défendre la cabane qui y a été bâtie et où l’on se retrouve le soir. Souvent détruite et reconstruite à plusieurs reprises, elle finit quelquefois installée sur un terrain privé adjacent. Dans leurs incessantes références à la république et à la Révolution française, beaucoup de Gilets jaunes admettent qu’ils ont gagné la fraternité et qu’il leur reste à conquérir l’égalité et la liberté.

C’est sur ces ronds-points, ou sur un parking voisin, parfois au rythme des klaxons des camions, que les premières réunions de Gilets jaunes ont lieu. Comme souvent dans un mouvement social – ici d’autant plus qu’il n’a pas le soutien des confédérations syndicales – se pose le problème de trouver un local où se réunir et discuter, d’où fréquemment la construction de cette cabane qui n’est, en plein hiver, qu’un précaire et modeste pis-aller. Des mairies sympathisantes (FN, FI ou sans étiquette) mettent des fois à disposition une salle municipale. Les Gilets jaunes de Saint-Nazaire ont, eux, très rapidement squatté un Pôle emploi désaffecté pour en faire une « maison du peuple » et y tenir des AG quotidiennes ; c’est un cas exceptionnel. Ces réunions Gilets jaunes, qui ont lieu sous des appellations diverses (assemblées ou réunions citoyennes, AG, etc.), sont parfois assez chaotiques. Dans les premiers temps, il semble que le plus souvent ce soient les leaders autoproclamés qui occupent la tribune, et la parole, puis qui laissent la place à des questions, propositions et interventions des personnes présentes. Le refus de désigner/élire des chefs, des délégués, un porte-parole, ou même d’édicter un minimum de règles de fonctionnement offre certes beaucoup de liberté, mais entraîne souvent, localement, l’apparition de leaders plus ou moins autoproclamés qui s’imposent par leurs compétences organisationnelles ou leur bagout ; les administrateurs de groupes Facebook, de par leur position stratégique, y jouissent aussi souvent d’une forte influence. Mais ces petits chefs, s’ils retirent un bénéfice symbolique quotidien de leur activité, n’ont pas vraiment d’autorité et doivent se conformer aux grandes lignes du mouvement ; ils ne peuvent lui donner une autre orientation et, s’ils s’y essaient, risquent de se trouver violemment désavoués par la base et de perdre toute influence³ ; c’est notamment le cas lorsqu’il devient manifeste qu’ils prétendent jouer un rôle politique national en annonçant, par exemple, vouloir créer un parti ou une liste pour les élections européennes⁴.

Malgré leur caractère parfois très démocratiste, les réunions de Gilets jaunes ont au moins le mérite de réunir des individus en lutte, d’être l’expression d’une communauté de lutte, et non un simple agrégat de citoyens. On est à la fois très loin du formalisme gauchiste/citoyenniste qui s’avère bien souvent sclérosant et dont on trouve la caricature dans les AG étudiantes, et du blabla caractéristique de Nuit Debout ; les débats sont très/trop souvent centrés sur les aspects pratiques de la lutte, ce qui confère à ces réunions l’aspect de comités d’action.

La réunion collective et décisionnelle de l’ensemble des Gilets jaunes d’un rond-point ou

3 Nous avons pu voir par exemple, au lendemain de l’acte III, un leader local autoproclamé, assez apprécié, annoncer que le mouvement avait assez duré et qu’il fallait lever les barrages ; puis, entamant le tour de ronds-points de son fief, se faire vertement tancer par la base et assister, médusé, au renforcement desdits barrages. Il mit quelques heures pour rétropédaler et appeler au durcissement du mouvement.

4 D’un point de vue plus pessimiste, on peut avancer l’idée que si les Gilets jaunes refusent d’avoir un « chef » c’est peut-être parce que les « figures » du mouvement ne sont pas assez intelligentes ou charismatiques à leur goût pour assumer cette tâche. Si ce ne sont pas les grands hommes qui font l’histoire, mais bien l’évolution des rapports de classe, certains peuvent indéniablement l’orienter. Un Beppe Grillo français aurait-il pu changer la donne ?

d'une commune n'a rien de systématique. Elle met parfois du temps à se mettre en place, mais certains s'en passent, lui préférant la discussion informelle au coin du feu ou les réseaux sociaux. Facebook est d'ailleurs le principal lieu où l'on refait le monde, où l'on débat, et même où l'on prend des décisions, quand ce n'est pas sur des messageries cryptées comme Telegram ou Signal.

Au fil des semaines, s'il ne périlite pas, le fonctionnement se formalise et se ritualise, et les assemblées quotidiennes ou, le plus souvent, hebdomadaires deviennent le lieu d'affrontements d'ego et de militants. Comme on l'a déjà dit, les Gilets jaunes les plus actifs physiquement n'y sont pas les plus assidus.

On pourrait croire, depuis l'extérieur, que le mouvement peine à se structurer, et que ce refus de toute structuration est un frein à la mobilisation ; en fait, il est plus probable que les Gilets jaunes n'en ressentent guère le besoin. Les appels allant dans le sens d'une organisation minimale sont relativement rares : celui de Saint-Nazaire (21 novembre) propose de former des assemblées dans chaque ville le même jour à la même heure ; celui de Commercy (2 décembre), de créer partout des AG, des « comités populaires » (avec des délégués élus et révocables à mandat impératif) et des « maisons du peuple ». Il s'agit vraisemblablement de collectifs dont certains Gilets jaunes ont une expérience politique ou syndicale et voient dans une coordination le moyen de se renforcer et de peser davantage dans le rapport de force avec le gouvernement. Ceux qui relèvent de cette dernière catégorie, éparpillés à travers le pays, bien que jugeant ces appels bien critiquables, les font circuler car ils y voient un minimum de bases et des repères rassurants. Mais la plupart des collectifs n'en voient pas l'intérêt, considérant, avec un brin de naïveté sans doute, que le rapport de force est posé et que le gouvernement va bien finir par comprendre. D'ailleurs, s'il ne s'agit que d'organiser des manifestations hebdomadaires et des péages gratuits, Facebook est largement suffisant.

Des liens se créent parfois entre collectifs voisins, départementaux ou régionaux, et il faut attendre la seconde phase du mouvement, à partir de janvier, pour que s'amorce quelque chose qui ressemble à une coordination nationale des collectifs de Gilets jaunes : le week-end des 26 et 27 janvier a lieu l'Assemblée des assemblées (AdA) de Commercy, où se retrouvent une centaine de participants plus ou moins mandatés par 75 collectifs différents. Les 5, 6 et 7 avril, une seconde assemblée se tient à Saint-Nazaire, où, cette fois, 800 personnes sont censées représenter plus de 200 collectifs de Gilets jaunes (il est permis de douter de la réalité de certains d'entre eux). Un nouveau rendez-vous est fixé en juin, et des actions sont planifiées jusqu'à l'automne. On voit qu'il n'y a pas d'urgence. On entre en fait dans une autre temporalité, celle de la structuration d'un futur réseau, principalement destiné aux militants d'extrême gauche et altermondialistes arborant la chasuble jaune. Cette nouvelle coordination, actuellement en construction, et dont le formalisme va croissant, n'a, en définitive, que peu à voir avec le mouvement des Gilets jaunes. Il est de ce point de vue significatif que l'AdA ne rencontre que peu d'échos localement, surtout de l'indifférence ; elle est d'ailleurs ignorée des principales pages Facebook de Gilets jaunes. Il est vrai que le fait même de mandater/déléguer/élire rencontre une forte méfiance dans le mouvement ; dès lors, ce que l'on peut désigner comme la tendance assembléiste reste très minoritaire, et son noyautage par l'extrême gauche y contribue.

On peut noter que, paradoxalement, cette absence de structuration et d'encadrement explique sans doute l'inhabituelle longévité (sans équivalent) du mouvement : personne n'a en effet d'autorité suffisante pour dire qu'il faut s'arrêter. Au contraire, il y a toujours quelqu'un sur Facebook pour fixer un rendez-vous au samedi suivant – alors que dans un mouvement classique il suffit généralement aux syndicats de ne pas appeler à une nouvelle manifestation pour qu'il s'arrête. Seul l'attrition progressive de la mobilisation semble capable de mettre un terme au mouvement des Gilets jaunes, ce qui, début juin, est quasiment le cas.

Stratégie et méthodes

N'ayant pas de revendications très définies, encore moins de structure ni d'état-major, le mouvement peine à établir une stratégie cohérente et efficace, et s'enferme dans diverses impasses.

Le point de départ est, le 17 novembre, l'occupation par plusieurs centaines de milliers de personnes de plus de 2 000 ronds-points, c'est-à-dire de 2 000 carrefours censés représenter un intérêt stratégique ou symbolique. La mobilisation est ce jour-là impressionnante : la préfecture du Vaucluse recense par exemple 47 « *points de ralentissement ou de blocage* » ; dans le Nord, 40 points ; dans l'Aveyron, 35 ; à Fougères, en Ile-et-Vilaine, les ronds-points d'accès à la ville ainsi que les stations-service sont bloqués par 13 barrages et plus de 1 500 personnes. De nombreux incidents et accidents ont lieu avec des automobilistes irascibles ou affolés, au prix de nombreux blessés et tués ; bloquer une route ou une zone commerciale n'est pas si simple, et ce savoir-faire – que maîtrise par exemple très bien la CGT – les Gilets jaunes doivent l'acquérir sur le tas. L'une des spécificités de ce mouvement est qu'il se pense légitime, qu'il ne recule pas à l'idée d'agir de manière illégale, et qu'il ne respecte pas les codes et conventions en vigueur dans le domaine du politique ou de la contestation. Ce qu'il y a de plus emblématique, outre l'occupation des ronds-points, est la fréquente non-déclaration des manifestations – un choix délibéré, presque une question de principe, et l'enjeu de fréquents débats.

L'objectif des Gilets jaunes est d'abord de se rassembler, de se montrer et de faire pression sur l'État afin d'obtenir gain de cause ; ayant pris conscience de leur puissance et de leur potentiel pouvoir de nuisance, une bonne partie des collectifs de Gilets jaunes se lancent dans des blocages décousus et désordonnés de l'économie (différents en fonction des régions et des villes) : beaucoup espèrent ainsi frapper au portefeuille les grands patrons, qui, eux, ont l'oreille de Macron. « Spontanément » le mouvement renoue avec une forme classique de protestation, le blocage des routes, théorisé au début des années 2000 comme « blocage des flux » et auquel, à partir des années 2010, semblent de plus en plus souvent recourir les protestataires, à mesure que le nombre de grévistes se réduit. Cela prend plusieurs formes :

- > des barrages routiers immobilisant parfois des centaines de camions ;
- > des blocages de site tel que MIN, plates-formes de distribution, enseignes de la grande distribution, centres commerciaux ; dans quelques villes, les rayons de commerces ou de supermarchés se vident faute de ravitaillement ;
- > des blocages de stations-service ou de dépôts pétroliers donnant à voir, durant les premières semaines du mouvement, des signes de pénurie de carburant dans diverses régions (Bretagne) ;
- > des blocages de zone industrielle ou de site stratégique comme les raffineries ;
- > l'occupation de péage d'autoroute et des opérations péage gratuit ; les sociétés d'autoroute évoquent mi-décembre près de 250 péages concernés.

À la recherche d'un blocage efficace s'ajoute généralement la volonté d'être visible sans pour autant pénaliser « les gens ». D'où, sans doute, le fait qu'il y a peu d'occupations de gare et de voies ferrées, dont l'impact économique serait pourtant important. D'où aussi le fait que, lorsqu'une zone commerciale ou un site industriel est bloqué, on laisse le plus souvent entrer les salariés du lieu, mais ni les camions de livraison, ni les clients. Ces actions font écho aux actions de blocage de 2006, 2010 ou 2016 (ou s'en inspirent) ; elles sont, en certaines occasions, bien plus efficaces que les blocages organisés par la CGT, qui conservent généralement un caractère symbolique et limité dans le temps, sont toujours très encadrés, réalisés en étroite collaboration avec la police et ne laissent aucune place à l'improvisation ou aux envies des participants. Avec les Gilets jaunes, c'est tout le contraire. Ils tentent par exemple, pour mener leurs actions, de déjouer la surveillance de la police (notamment par l'utilisation de messageries cryptées) et, en cas d'expulsion, ils se retirent

mais se réinstallent dès que les forces de l'ordre ont tourné le dos. Pourtant, même si certains barrages sont maintenus pendant plusieurs semaines, ces opérations souffrent d'un manque de constance et d'un caractère décousu qui nuisent à leur efficacité.

Elles sont souvent l'occasion de « débordements », tels la destruction de chariots de supermarché, de radars, l'incendie de barrières de péage ou de locaux de société d'autoroute, et diverses dégradations. Vinci évoque à la mi-décembre la destruction sur son réseau de « six bâtiments, trente-trois véhicules d'intervention et quinze plates-formes de péage »⁵. Ces « dérapages » sont toutefois fréquemment contrôlés, parfois même discutés en AG et votés à main levée, c'est par exemple le cas, le 18 décembre, de l'incendie du péage de Bessan⁶. S'y ajoutent de nombreuses initiatives clandestines de petits groupes de Gilets jaunes, encore moins légales et plus ou moins revendiquées : menaces ou attaques contre des élus LREM, dégradations de leur permanence, de leur véhicule ou de leur domicile ; actions contre les centres des finances publiques (portails cadénassés, portes murées) ; sabotage de réseaux de fibre optique ou de téléphonie⁷ ; platanes abattus sur les routes ; etc.

Les blocages et la grève

« – On pourrait aller devant le Medef, c'est juste à côté.

– C'est quoi le Medef ? »⁸

Les blocages des Gilets jaunes ont-ils un impact sur l'économie ? Le gouvernement annonce qu'ils seraient notamment responsables de la baisse que connaît la croissance française au quatrième trimestre 2018... bien que, en fait, son ralentissement soit perceptible dès le premier trimestre de la même année. Selon Bercy, ces actions provoquent de forts dysfonctionnements, notamment dans le secteur de la grande distribution, qui enregistre d'importantes baisses de chiffre d'affaires les jours de manifestation : 35 % le samedi 17 novembre et 18 % le samedi suivant. Les collectifs de Gilets jaunes n'étant pas tous aussi radicaux, la situation n'est pas uniforme. Dans quelques villes, les rayons des supermarchés et des supérettes se vident durant les quinze premiers jours (à Alès par exemple). Au nord d'Avignon, la plus grande zone commerciale d'Europe connaît au mois de décembre 2018 une baisse de 17,8 % de son chiffre d'affaires du fait d'incessantes actions à son encontre, et aussi parce qu'un collectif de Gilets jaunes particulièrement « déter » a pris ses quartiers sur une barrière de péage à 300 m de là. Mais cette réalité reste ignorée par la majorité des habitants du pays, et assez rapidement, du fait de la baisse de la mobilisation, beaucoup de blocages se transforment en simples barrages filtrants, et progressivement les longues files de poids lourds disparaissent et les Gilets jaunes cessent de perturber la circulation, se bornant à une présence symbolique.

Alors que le mouvement est initialement accusé de poujadisme, ce sont probablement les commerçants des centres-villes qui en ont le plus « souffert » car régulièrement obligés de fermer boutique par crainte ou pour cause d'émeute. La saison est, par exemple, catastrophique pour les divers marchés de Noël censés animer le cœur de nombreuses localités. Mais la situation peut varier d'une ville à l'autre – nombre de Montpelliérains vont, par exemple, faire leur shopping du samedi dans les petites villes de la région où les Gilets jaunes sont moins virulents. Enfin, contrairement à ce qu'on croyait, il n'y a pas eu de

5 « Les “Gilets jaunes” ont coûté “plusieurs dizaines de millions d'euros” à Vinci Autoroutes », *lemonde.fr*, 17 décembre 2018.

6 Jérôme Diesnis, « Hérault: Quarante et une personnes arrêtées après l'incendie du péage de Bessan », *20minutes.fr*, 8 janvier 2019.

7 Jérémy Michaudet, « Sabotage de réseaux : de nouvelles mises en examen », *laprovence.com*, 13 juin 2019.

8 Deux Gilets jaunes à Niort, le 24 novembre.

repli sur le Net, et même une entreprise comme Amazon – dont les entrepôts ont été la cible de plusieurs blocages – aurait connu une baisse de son chiffre d'affaires. Les Gilets jaunes peuvent être considérés comme une gêne pour l'esprit de consommation de Noël. Mis à part les sociétés d'autoroute, qui comptent des dizaines de millions d'euros de dégâts et de pertes, ce sont surtout des PME et TPE de province qui ont subi les conséquences du mouvement (blocage de la clientèle, livraisons empêchées, personnel bloqué, pertes de denrées périssables, annulation de réservations, etc.). Très rapidement, les régions et les CCI mettent en place des fonds de soutien ; début février, près de 5 000 entreprises ont déposé une demande d'activité partielle pour environ 70 000 salariés au motif de l'action des Gilets jaunes. Les demandes accordées se concentrent sur l'île de La Réunion pour 64,7 % des heures autorisées, en Occitanie (près de 10 %), dans le Grand-Est (4,15 %) et dans les Hauts-de-France (4,4 %). Les chiffres impressionnent, mais si on les rapporte à l'économie du pays – plus de 3 millions d'entreprises (si l'on excepte les microentrepreneurs) et 25 millions de salariés – on voit que l'impact est minime, dérisoire... toutefois il est sans doute l'un des plus importants provoqués par un mouvement social depuis bien longtemps. Même si ce n'est pas ainsi qu'on mesure les mouvements de révolte, cela en dit long sur l'état de la lutte des classes.

Les Gilets jaunes, certes inexpérimentés, inorganisés et balbutiants, auraient-ils pourtant mis le doigt là où il faut faire mal ? La circulation plutôt que la production ? Ce serait rassurant de penser qu'on a enfin découvert la formule permettant d'abattre le capitalisme. Pourtant, bloquer, c'est bloquer le travail *des autres* ; c'est bien parce que des travailleurs produisent des marchandises et que d'autres les transportent que le blocage a un « impact ». Par définition, la sphère de la circulation n'est d'ailleurs pas centrale mais en amont et en aval de la production. En mai 68, alors que 10 millions de travailleurs étaient en grève, il n'y avait plus aucun flux à bloquer ! Ces événements montrent d'ailleurs que, pour faire la révolution, il ne suffit pas *d'arrêter* la production – car celle-ci redémarre forcément un jour –, mais qu'il faut la bouleverser de fond en comble (et donc très probablement d'en abandonner la plus grande partie), tout comme les rapports sociaux qui vont avec.

Faire la grève n'est jamais simple, on le sait, ça l'est d'autant moins pour des prolétaires pour qui les fins de mois sont déjà difficiles, qui ont un crédit sur une voiture ou une maison, qui bossent dans de petites boîtes ou sont des « précaires ». Alors, oui, « *le mouvement des Gilets jaunes s'arrête aux portes des entreprises, c'est-à-dire là où commence le règne totalitaire du patronat. Ce phénomène résulte de différents facteurs. Retenons-en trois : 1) L'atomisation de la production, qui voit un grand nombre de salariés travailler dans des (très) petites entreprises où la proximité avec l'employeur rend très difficile la possibilité de faire grève. 2) La précarité d'une grande partie des salariés, qui détériore gravement leur capacité à assumer une conflictualité dans les boîtes. 3) L'exclusion et le chômage, qui placent en dehors de la production bon nombre de prolétaires. Une grande partie des Gilets jaunes est directement concernée par au moins l'une de ces trois déterminations* »⁹.

Dans le cadre de ce mouvement s'ajoute le fait que l'arrêt de travail est bien souvent associé aux syndicats, dont les Gilets jaunes se méfient, et qu'ils n'en connaissent généralement pas les modalités (certains pensent par exemple que seuls les syndiqués ont le droit de grève, d'autres espèrent que les patrons feront grève eux aussi, etc.). De plus, nous l'avons vu, le discours interclassiste des Gilets jaunes agit comme des œillères qui parasitent leurs choix tactiques et stratégiques. Tout le monde continue donc de travailler. Certes quelques-uns posent des journées de congé, se font porter pâle, d'autres sont retraités ou chômeurs, mais, comme on l'a dit, la plupart des Gilets jaunes sont des travailleurs qui ne participent au mouvement qu'en dehors de leurs heures de travail ou le week-end. D'où les rotations, tours

9 Appel de « Gilets Jaunes » de l'Est parisien, 18 janvier 2019.

de garde, ceux qui, à la sortie du boulot, viennent relayer les retraités sur les ronds-points, etc. Évidemment, il n'est pas simple de mener une insurrection, encore moins une révolution, tout en travaillant trente-cinq heures par semaine... Même à mi-temps, cela ne peut donner au mieux qu'une demi-insurrection.

Les grèves véritablement liées aux Gilets jaunes sont très exceptionnelles : à Boulogne, on signale début décembre le débrayage pendant deux heures des employés d'une plate-forme d'appel¹⁰. Le plus souvent ce sont les Gilets jaunes qui, localement, viennent soutenir les grévistes de petites entreprises en grève (Lyon, Vaucluse), fréquemment parce qu'ils ont un contact à l'intérieur, ou que l'un des grévistes est *par ailleurs* Gilet jaune. Parfois des salariés donnent des infos aux Gilets jaunes ou combinent avec eux pour rendre plus efficace le blocage de l'entreprise, perturber au mieux la production sans que les salaires ne soient impactés (Marseille, Toulouse), etc. Des réseaux de soutien et de complicité se constituent (notamment avec le soutien de militants d'extrême gauche ou de prolétaires communistes¹¹), mais aucune étincelle ne provoque une généralisation de la grève.

L'État et les dits partenaires sociaux font d'ailleurs tout pour éviter une extension du mouvement des Gilets jaunes à d'autres secteurs où le mode d'action serait forcément la grève. L'extension un temps espérée (début décembre) vers les VTC, ambulanciers, agriculteurs, lycéens et étudiants, ou encore routiers n'a finalement pas lieu. Ce dernier exemple nous semble emblématique : alors que le mouvement des Gilets jaunes bat son plein, la nouvelle en enthousiaste plus d'un : les syndicats FO et CGT des chauffeurs routiers appellent à une grève illimitée à partir du dimanche 9 décembre. Il s'agit pour eux de protester contre une décision du Conseil d'État concernant le paiement majoré de leurs heures supplémentaires ; grâce à l'intervention du gouvernement, un accord est aussitôt trouvé avec le patronat, et les syndicalistes retirent leur appel, empêchant une éventuelle contagion qui, d'un point de vue matériel, aurait pu avoir des conséquences désastreuses pour la bourgeoisie.

Autre espoir avec les lycéens, qui dès la première semaine du mouvement commencent à bloquer des établissements. Leur mobilisation n'est malheureusement qu'une brève flambée, assez violente et très durement réprimée par la police ; elle s'arrête malgré l'imminence des vacances de Noël, qui, théoriquement, auraient dû favoriser la mobilisation. Quant aux étudiants, bien qu'aiguillonnés par les militants d'extrême gauche, ils n'ont quasiment pas réagi aux événements.

Une autre catégorie, généralement plus discrète, est aussi sortie de sa réserve : le patronat, qui n'a pas hésité à ouvrir son porte-monnaie pour venir en aide à Emmanuel Macron. Si la mise en place de « *primes de fin d'année exceptionnelles* » (défiscalisées) annoncée par le président provoque quelques grèves – par exemple les salariés des Apple Store en décembre ou ceux de Toyota Tsusho à Onnaing en janvier 2019 –, l'objectif est inverse : éviter que les salariés des grandes entreprises ne rejoignent le mouvement des Gilets jaunes. Le versement de primes allant de 300 à 1 000 € est rapidement décidé dans de grandes entreprises comme Orange, SFR, SNCF, RATP, Michelin, Engie, La Poste ou encore Essilor. Au total, ce sont 200 000 entreprises qui, de décembre à mars, accordent une prime d'en moyenne 450 € à près de 2 millions de salariés. Sous des airs brutaux et maladroits, Macron et son gouvernement jouent en fait relativement bien, empêchant toute extension de la contestation.

Mais il est vrai qu'ils peuvent bénéficier du concours des bureaucraties syndicales, et en particulier de la CGT, qui veillent au grain afin que leurs troupes ne s'engagent pas dans une aventure aussi imprévisible et incontrôlable que celle des Gilets jaunes et ne soient pas

10 « Rapide aperçu du mouvement des Gilets jaunes à Boulogne-sur-mer », *lamouetteenragee.noblogs.org*, 9 décembre 2018.

11 Lorsque nous employons ce terme, ce n'est évidemment pas en référence au PCF, mais plutôt pour qualifier ces « militants » que, peu ou prou, on peut relier à l'histoire de l'ultra-gauche, de la gauche communiste, du conseillisme ou de l'autonomie (et que nous n'amalgamons donc pas avec l'extrême gauche).

contaminées par leur énergie.

Dans les jours qui précèdent le 17 novembre, les syndicats, à l'image des organisations de gauche, sont d'abord très méfiants ; la CGT dénonce « *clairement une mobilisation d'extrême droite* » et Sud-Solidaires, une « *manipulation de l'extrême droite* ». Avec de telles prises de position qui sont autant de consignes « antifascistes », les initiatives locales ne peuvent qu'être modestes. Le syndicat CFDT de la société de transport de Saint-Étienne, qui dépose un préavis de grève pour le 17, ou encore le syndicat CGT des agents d'accueil et de surveillance de Paris, dont le secrétaire général explique : « *La confédération est contre parce que, soi-disant, l'extrême droite est à l'origine du 17 novembre. Moi, je m'en moque de la politique. Je n'y vais pas pour les renforcer, j'y vais pour défendre le peuple. Plus personne n'arrive à vivre, à trouver du travail* »¹². Nous ne sommes plus dans ce XX^e siècle où la ligne de la CGT était dictée par le PCF et appliquée sans sourciller jusque dans chaque boîte ; la bureaucratie reste toutefois puissante.

Réunis le 6 décembre pour évoquer les Gilets jaunes, les syndicats CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa et FSU publient un communiqué commun dans lequel ils se posent comme de possibles partenaires de négociation avec le gouvernement pour résoudre la crise et dénoncent la violence des manifestants (sans évoquer celle de la police). Solidaires refuse de signer ce communiqué qui, par ailleurs, ne rencontre aucun écho, mais qui donne le ton. Au fil des jours, certaines fédérations et syndicats CGT (Lafarge) ou Sud (rail) lancent pourtant des appels à rejoindre les Gilets jaunes pour les actes III et IV de la mobilisation ; la fédération commerces et services de Sud-Solidaires le fait aussi, tout en condamnant les « *agissements racistes, sexistes ou homophobes qui peuvent exister parmi eux* ». D'autres évoquent prudemment une possible convergence, mais se concentrent sur la journée de mobilisation du vendredi 14 décembre, à laquelle appelle la direction de la CGT. Dans le contexte des négociations annuelles obligatoires, tendues dans certains secteurs, il s'agit pour la confédération de profiter de la grogne pour façonner une protestation parallèle. La grève générale du mardi 5 février s'inscrit dans la même démarche, tout en misant sur le déclin du mouvement des Gilets jaunes, auquel la CGT pourrait offrir un débouché. Cette journée miroite pourtant pour les Gilets jaunes militants et les plus politisés comme le dernier espoir de relancer le mouvement. Une partie des collectifs de Gilets jaunes s'y greffe et appelle à la prolonger, à la transformer en grève illimitée. Mais, comme on pouvait s'y attendre, la confédération ne jette pas toutes ses forces dans une bataille qu'elle ne souhaite pas mener. C'est l'échec pour tous. On peut aujourd'hui se demander si, désormais, la grève générale ne fonctionne pas comme un mythe *démobilisateur* : davantage qu'on ne la prépare, on *l'attend* en espérant l'irruption dans la lutte des gros bataillons du prolétariat (cheminots, dockers, camionneurs, travailleurs des raffineries, etc.), c'est-à-dire, il faut le reconnaître, ceux de la CGT.

Malgré la présence de syndiqués ou d'anciens syndiqués parmi les Gilets jaunes – qui parfois préfèrent taire leur affiliation –, les bureaucraties syndicales gardent une prudente distance avec les Gilets jaunes. Il semble pourtant qu'une partie de la base, quelques syndicats ou fédérations, ait été favorable à une rapide jonction, mais leurs appels n'ont pas été suivis, et les bureaucraties ont, très logiquement, réussi à gérer la situation. Les rapprochements sont de fait compliqués par l'allergie antisyndicale de nombreux Gilets jaunes, que les manœuvres confédérales de décembre n'apaisent guère. Si des rencontres se font, c'est à très petite échelle, localement, dans telle ville un appel commun entre une UL-CGT et un collectif de Gilets jaunes modéré (Martigues, Avignon), dans telle autre un soutien à une entreprise en grève (nous y reviendrons).

Avec le caractère totalement imprévisible et ingérable de la mobilisation des Gilets jaunes apparaît, en creux, le rôle d'encadrement et de représentation de la classe ouvrière historiquement joué par les organisations syndicales ; leur faiblesse prive l'État d'un interlocuteur, mais aussi d'un partenaire qui aurait pu ici être capital. Ce n'est que lorsque

12 Amandine Cailhol, Gurvan Kristanadjaja, « 17 novembre : débordés, les syndicats se raccrochent à leurs méthodes », *Libération*, 13 novembre 2019.

brûlent les voitures sur l'avenue Foch que la bourgeoisie redécouvre l'intérêt de ces corps intermédiaires qu'elle s'est acharnée à réduire depuis des années.

Avec l'échec des blocages et celui de l'extension du mouvement, ce sont les manifestations du samedi qui s'imposent comme les moments forts de la mobilisation. Cette nouvelle pratique naît d'une volonté de ne pas s'enfermer sur les ronds-points, mais correspond aussi à un désinvestissement de ces derniers du fait d'une plus faible mobilisation et d'évacuations par la police qui deviennent plus fréquentes. Alors qu'il perd en force, voici que le mouvement gagne en impact, du moins est-ce l'image qu'il donne de lui-même.

Cette nouvelle focalisation sur les grandes villes permet une présence accrue de leurs habitants, qui, pour diverses raisons, n'avaient pas participé aux opérations sur les ronds-points et les péages. Cela contribue à l'évolution de la sociologie des Gilets jaunes et favorise également l'intervention des organisations ou des groupes politiques.

Les manifestations entraînent aussi un recentrage de l'attention sur la capitale, renforçant du même coup ce choix du rapport de force avec l'État ; les Gilets jaunes visent les quartiers les plus bourgeois de la capitale, là où se trouvent les centres du pouvoir, les Champs-Élysées, les ministères ou le palais de l'Élysée. Idem dans les grandes villes de province, où les Gilets jaunes visent préfectures et sous-préfectures. Il s'agit souvent de manifestations non déclarées, au parcours imprévu et qui ne ressemblent pas aux cortèges syndicaux traditionnels dits traîne-savates ; rompant avec des us et coutumes militants immémoriaux, elles sont beaucoup plus dynamiques et imprévisibles et, surtout, caractérisées par de surprenantes irruptions de violence prolétarienne (nous y reviendrons). Pourtant, certains, et pas seulement les plus militants, se rendent compte que c'est un nouveau rituel qui se met en place, certes spectaculaire, un duel viril avec les forces de l'ordre qui ne peut, en toute logique, mener qu'à la défaite car, comme le dit le proverbe, « *on n'affronte pas un boxeur professionnel avec des gants de boxe* ». Début janvier, le réencrage sur les ronds-points et la relance des actions de blocage économique deviennent pour eux une nécessité. Mais il est trop tard.

Le militant et les prolétaires

« La révolution est un instinct plutôt qu'une pensée, c'est comme instinct qu'elle livre ses premières batailles. Voilà pourquoi les philosophes, littérateurs et politiciens qui ont leurs petits systèmes tout faits et s'évertuent à serrer dans des formes et des limites déterminées cet océan sans bornes, s'avèrent tout aussi sots et débordés. »¹³

« Il y a longtemps que j'attends l'année dernière. Mais je crois bien qu'elle ne reviendra plus. »¹⁴

Si l'appel à la mobilisation du 17 novembre rencontre un rapide soutien du RN, de DLF ou même encore des Républicains, c'est l'incompréhension et la méfiance qui dominent au départ parmi les organisations de gauche et d'extrême gauche. Au sein de la FI, où les partisans d'un « populisme de gauche » souverainiste et ceux d'une union de la

¹³ Mikhaïl Bakounine, avril 1848. Cité par Henri Arvon, dans *Bakounine ou la vie contre la science*, Seghers, Paris, 1966, p. 66.

¹⁴ Philippe K. Dick, *En attendant l'année dernière*, 1966.

gauche se toisent, on ne soutient que du bout des lèvres un mouvement dont on débat du caractère ou non « fasciste ».

Nombre de militants de gauche et d'extrême gauche sont gênés par cette mobilisation qui ne correspond à aucun schéma connu, ressemblant tout au plus aux luttes antifiscales ou d'automobilistes habituellement classées comme « de droite ». La focalisation initiale sur la taxation du gasoil et sur son interclassisme affiché avant le 17 laissent pour le moins dubitatif quant à son intérêt. Les responsables sont donc divisés sur la position à prendre. Le NPA explique quant à lui dans un communiqué du 31 octobre qu'il ne participera pas à la journée du 17 novembre pour ne pas se mêler aux « *manœuvres des patrons et aux récupérations de l'extrême droite* » ; certains groupes locaux décident cependant d'y participer, comme par réflexe, pour « *ne pas laisser le champ libre à l'extrême droite* »... un programme pour le moins minimal que l'on retrouve fréquemment chez les militants en ce début de mobilisation.

Les rares incidents survenus le 17 novembre, très largement relayés par les médias bourgeois et par l'internet d'extrême gauche, arrivent à point nommé pour confirmer les préjugés : on a affaire à un mouvement qui serait « *par nature* », « *évidemment* », fasciste, « populiste », interclassiste, de droite conservateur, poujadiste, réactionnaire, « islamophobe », insensible à la question écologique, etc. [on se reportera ici à l'épisode 04 de ce feuilleton]. Tout bon militant sait en effet trouver dans la réalité ce qui le conforte dans ses positions ; ici il ne s'en prive pas.

En fait, le soulèvement des Gilets jaunes émerge d'un angle mort de la critique « de gauche ». Les militants des organisations d'extrême gauche et des tendances à la mode, en grande partie issus de classes moyennes et supérieures, sont en complet décalage avec ce monde qu'ils ignorent et dont ils se désintéressent, qui se situe hors des grandes villes et de leurs banlieues, et dont aucun livre ne parle (sinon ceux de Christophe Guilluy, « preuve » du caractère réac de ce thème) [à ce sujet voir l'épisode 02 de ce feuilleton]. D'où un mépris pour ces populations de beaufs qui mangent de la viande rouge, regardent la télé et sont atteintes de toutes les phobies du moment. Un mépris de classe. On en croise parfois l'expression dans des communiqués de groupes expliquant aux occupants des ronds-points pourquoi ils ne rejoindront pas la mobilisation, mais qui sont écrits dans un jargon incompréhensible pour le Gilet jaune lambda et publiés sur des sites confidentiels...

Certains ont néanmoins du mérite, car il est des positions qui nécessitent de savantes contorsions théoriques : d'une part, dénoncer un « système » produisant et inoculant « structurellement » les discriminations partout, dans les rapports sociaux et jusque dans l'esprit des individus et, de l'autre, déplorer que ces individus aient de tels comportements... On ne sort de ce paradoxe que par le haut : croire qu'il ne s'agit en définitive que d'un choix individuel (refuser ou accepter l'inacceptable), croire qu'on appartient au groupe de ceux qui, après mûres réflexions, ont fait le bon, à une sorte d'élite militante/universitaire... Combien d'entre eux, au vu de ses « travers » nationalistes, auraient en 1871 rejoint les rangs de la Commune de Paris¹⁵ ?

Il est vrai aussi que nombre de militants ressentent une profonde déception quant à ces prolétaires français perçus comme ayant sombré dans l'apathie, la propriété immobilière et le vote FN/RN. À quoi bon les rejoindre puisqu'ils ne se sont pas bougés avant ? Cheh ! Puisque, contre la loi Travail ou les réformes des retraites, ils n'ont pas répondu aux appels des syndicats et des partis ? Puisqu'ils ne se mobilisent que pour le prix du diesel ? Puisqu'ils ne pensent qu'à leur « pouvoir d'achat »¹⁶ ? Mais se poser la question « faut-il y aller ou pas ? », c'est être, consciemment, à l'extérieur de cette mobilisation, et par là même

15 Non, ni les marins de Kronstadt 1921 ni les ouvriers de Berlin 1953 n'étaient exempts de ce que l'on nomme aujourd'hui racisme, sexisme, homophobie, etc. Quant aux ouvriers espagnols révolutionnaires de 1936, on sait désormais à quel point ils étaient d'affreux machistes. Le dénoncer permet de nous convaincre que « nous », au moins, avons raison.

16 L'usage de l'expression « pouvoir d'achat » est rédhibitoire pour certains militants qui imaginent aussitôt des prolétaires achetant des écrans plats, des iPhones et du Nutella ; ils lui préfèrent généralement le syntagme « augmentation des salaires », jugé plus noble, bien qu'avec un salaire on ne puisse qu'acheter des marchandises.

en dehors de quelques réalités.

Mis à part quelques insurrectionnalistes particulièrement opportunistes, il va falloir plusieurs jours, après le 17 novembre, pour que les militants de gauche (FI) et d'extrême gauche (LO, NPA, AL, etc.), et autres anarchistes et autonomes se rendent compte qu'ils sont en train de louper quelque chose (les affrontements avec la police vont en convaincre plus d'un). En fait, leur implication est tout aussi lente et croissante que la mobilisation des Gilets jaunes va être déclinante ; elle contribue de plus à l'évolution sociologique du mouvement [voir épisode 02].

Première apparition en force le 29 novembre, place de la République, lors d'un meeting à l'initiative de François Ruffin et des co-organisateurs de Nuit Debout, notamment Sud et le NPA ; on y croise le comité Vérité pour Adama (qui parle au nom des « quartiers populaires ») tout comme l'incontournable Frédéric Lordon. Devant plusieurs centaines de spectateurs, le député FI de la Somme explique à l'auditoire qu'il faut « *apporter son soutien à un peuple qui est déjà en train de bouger* » : « *Vous avez une responsabilité, Paris a une responsabilité. Les grandes villes de province ont une responsabilité. Parce qu'on sait que le public qui se trouve ici, il est sans doute plus éduqué, plus diplômé, et avec un meilleur salaire potentiellement qu'un certain nombre de Gilets jaunes. Vous appartenez, comme moi, à la classe intermédiaire, la classe qui a le choix de derrière qui elle se range, derrière le haut ou derrière le bas.* »

Ces organisations appellent donc à participer à l'acte III (1^{er} décembre). Il s'agit, à partir d'un point de rendez-vous spécifique, la gare Saint-Lazare, de rejoindre les Gilets jaunes réunis aux Champs-Élysées tout en conservant ses revendications, banderoles et slogans respectifs. Le 8 décembre, rebelote avec un cortège, où très peu de chasubles jaunes sont visibles, qui rassemble un groupe queer, le comité Vérité pour Adama, l'Action antifasciste Paris-Banlieue, le collectif des cheminots de l'intergare, des organisations féministes ou bien encore des étudiants de Tolbiac. Une militante explique : « *c'est à nous de nous bouger pour obtenir le résultat qu'on veut, à savoir mobiliser les gens qui ne sont pas spécialement politisés sur les questions de LGBTphobies ou de racisme. C'est le moment de parler à ces personnes en se retrouvant avec elles en manif. Ce n'est pas dit que ça marche, mais il n'y a que comme ça qu'on crée des ponts* »¹⁷. Il s'agit en effet pour beaucoup d'obtenir cette fameuse « convergence des luttes », chaque militant voulant que la lutte qu'il incarne soit juxtaposée à celle des Gilets jaunes (qui ne sont plus des fachos) contre un ennemi mal défini mais qui semble commun. Malencontreusement, les Gilets jaunes sont dans une tout autre logique, ne représentant qu'eux-mêmes ou bien tout « le peuple », et se battant « *pour tous* »...

C'est alors fréquemment le choc, le dévoilement d'un abîme de références politiques et culturelles¹⁸ qui sépare Gilets jaunes primo-manifestants allergiques aux politiques et les militants obligés en province de remiser drapeaux, autocollants et discours formatés. On assiste parfois à des conversions, et ceux qui, quelques jours plus tôt, dénonçaient localement un « *mouvement d'extrême droite* », tentent désormais d'y recruter et d'en prendre la tête. La révolte des Gilets jaunes n'est pour beaucoup perçue que comme un matériau parmi d'autres sur lequel il faut intervenir, qu'il faut subvertir ou radicaliser. L'influence des militants y est potentiellement bien plus grande que dans des mouvements classiques, car il n'y a ici aucun encadrement préalablement existant, et que les discussions y sont beaucoup plus libres, y compris en AG. Libres donc pour bien des magouilles politiciennes, mais, heureusement, les Gilets jaunes ne sont pas toujours si naïfs. Avec le temps, il arrive pourtant qu'AG et commissions deviennent de véritables « *machines à voter* » formalistes où s'affrontent les militants au détriment de l'organisation concrète (par

17 Matthieu Foucher, « Avec les militants queers qui ont rejoint les “Gilets jaunes” », *vice.com*, 10 décembre 2018.

18 Le slogan, entendu dans une manifestation à Marseille, « *Les Gilets jaunes sont mignons ! Les Gilets jaunes sont mignon !* » est fort sympathique, mais ceux qui y discernent un détournement d'un slogan du FHAR de 1971 sont sans doute assez peu nombreux...

exemple à Toulouse), et nombre de Gilets jaunes non militants les désertent – certains allant même parfois rejoindre les quelques « fachos » qui fulminent contre la gauchisation du mouvement.

L'épisode de Commercy montre qu'il y a eu un tournant [nous l'avons déjà évoqué dans l'épisode 02]. Outre le fait qu'on croise à ce rendez-vous des vedettes du Tout-Paris militant, les Gilets jaunes s'y présentent désormais comme antiracistes, antisexistes et même antihomophobes... mais pas encore *anticapitalistes*. Si l'on est bien obligé d'y parler du RIC, la personne qui tente d'évoquer son créateur, Étienne Chouard, admiré par tant de Gilets jaunes, se voit arracher le micro¹⁹ ; on est loin de la période des ronds-points. À Saint-Nazaire, c'est, au choix, soit encore pire, soit plus rassurant, comme le pense sans doute ce Gilet jaune de Troyes : « *On savait qu'ici, on trouverait des gens calés, des professeurs, des scientifiques. C'est ça, la mixité du mouvement, y a des gens de la base et puis des gens qui savent plein de choses.* »²⁰ Les militants n'arrivent pourtant que, péniblement, à imposer une phrase à connotation anticapitaliste dans l'appel final de l'AdA. Désormais, le soulèvement prend de plus en plus des allures de forum altermondialiste, voire de « *carnaval* », comme le regrette l'un des leaders historiques du mouvement. On lui trouve même des allures de Nuit Debout (dont il est pourtant à l'opposé) lorsque, à la mi-mars, se tient une assemblée à la bourse du travail de Paris avec une tribune occupée par les leaders à la mode du moment et les incontournables figures de la gauche de la gauche²¹.

La FI est plus à la peine, sans doute de par le profil sociologique de ses militants, mais aussi parce que, contrairement aux autres groupes, elle ne cherche pas à radicaliser le mouvement (sur des bases de classe), mais à le rendre politiquement compatible, à l'orienter vers un cadre traditionnel et institutionnel dont elle saurait tirer des bénéfices, notamment en vue des élections européennes. Dès le départ, le 21 novembre, alors que les revendications tendent à se multiplier, Jean-Luc Mélenchon propose de se concentrer sur l'abrogation de l'augmentation du prix du carburant et le rétablissement de l'ISF²², afin d'obtenir une victoire politique partielle. Son bras droit, le député Alexis Corbière, suggère, lui, de « *revenir aux urnes* » sur ces deux points sous la forme d'un référendum.

Que faire ? Si chacun met ses idées dans sa poche (RN ou FI) pour faire avancer le mouvement, certains parmi « *les amis de la révolution sociale* » font de même, passant parfois d'une critique sans soutien à un soutien sans critique. D'où « *l'adoption d'un discours consensuel qui parfois étonne chez des personnes politisées, ou des militants que l'on avait connus plus tranchants auparavant. On [...] répondra qu'il s'agit d'une règle implicite dans tout mouvement social d'importance : chacun fait des concessions, privilégie des objectifs communs, remet à plus tard les sujets clivants. Une règle qui néanmoins comporte des exceptions, et plus encore avec un mouvement de la nature des Gilets jaunes. [...] Dès lors qu'un mouvement tel que celui-ci ne s'étend pas à la manière d'une tâche d'huile à travers tout le corps social, qu'il fait comme dit l'autre du surplace, que la mobilisation décroît, cette règle non écrite ne prévaut plus. Continuer à adopter un discours consensuel revient alors à faire le jeu de ceux qui à l'intérieur du mouvement excluent implicitement tout dépassement dans une perspective véritablement révolutionnaire, pour ne préserver que ce qui devient alors un handicap ou une limite à l'extension du mouvement : à savoir l'identité Gilets jaunes (reposant sur ces trois piliers : dédagisme, RIC et élévation du pouvoir d'achat). [...] Constatons, pour nous en plaindre, qu'à travers quelques-unes des modalités du soutien d'amis et de camarades aux Gilets jaunes c'est un peu de l'esprit critique qui s'en va* »²³.

Pour les militants (avec plus ou moins de guillemets), tout se joue sur cette ligne de crête. La situation est tout autant problématique pour ceux qui ont des visées politiciennes (recruter,

19 Pierre Souchon, « Cindy, je t'écris de Commercy », *CQFD*, n° 174, mars 2019, p. 5.

20 Aline Leclerc, « On était partis pour un sprint, c'est un marathon », *Le Monde*, 8 avril 2019.

21 Dont Juan Branco, Frédéric Lordon, Hervé Kempf (de *Reporterre*) ou Youcef Brakni (du comité Vérité pour Adama).

22 Jean-Luc Mélenchon, *La Revue de la semaine*, n° 77, 21 novembre 2018.

23 Max Vincent, « Remarques critiques sur le mouvement des Gilets jaunes », avril 2019.

construire le parti, préparer de futures élections) que pour ceux, moins nombreux sans doute, qui pensent qu'un travail de terrain local est nécessaire (et qui l'effectuent parfois déjà). La critique est évidemment plus facile pour ceux qui critiquent tout le temps et pour qui l'enjeu est moindre... tout comme l'est d'ailleurs pour eux l'intérêt de porter publiquement cette critique. D'aucuns pensent qu'agir en tant que prolétaire, qu'agir pour que le mouvement se donne une *orientation* de classe (et non plus interclassiste), qu'avoir un discours de classe clair sont les seules façons efficaces d'écartier les dérives conspirationnistes et fascistes. C'est notamment ce que se sont échinés à faire quelques prolétaires communistes, plus ou moins « militants » mais très minoritaires²⁴, promouvant l'autonomie du prolétariat et luttant contre les récupérations, parfois avec efficacité, bien que le dépérissement du mouvement offre en 2019 un terrain particulièrement défavorable. Les sempiternelles questions sur le rôle des militants, et la nécessité (ou pas) de s'organiser au préalable, se reposent alors. Profitons-en pour en ajouter quelques-unes : Est-ce que les défauts du mouvement des Gilets jaunes sont dus à un déficit de militants ? La volonté et l'énergie réunies de tous les militants de France auraient-elles été suffisantes pour orienter dans la bonne voie un mouvement qui, de lui-même, ne s'y engage pas ? Est-ce que ce qui s'est fait de plus intéressant (lien entre Gilets jaunes et boîtes en lutte, blocages économiques, etc.) n'est dû qu'à la présence de militants ? Aurait-il suffi d'un petit groupe par ville pour que le mouvement prenne une tout autre tournure, bien plus à notre goût ? Des réponses positives à ces questions seraient, du même coup, assez problématiques.

Tristan Leoni, juin 2019.

À suivre...

**La suite de ce feuilleton sera publiée dans les prochaines semaines
sur <https://ddt21.noblogs.org> ; on peut y trouver les épisodes précédents.**

²⁴ Nous pensons par exemple aux différents collectifs locaux qui ont été à l'initiative ou qui ont peu ou prou participé aux deux numéros de *Jaune*, journal diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires et qui a eu le mérite de promouvoir une ligne lutte de classes contre toutes les confusions dans lesquelles s'engluait le mouvement.
<https://jaune.noblogs.org/>